Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Quoi-apres-la-sortie-d-Aristide>

-Haïti- Quoi après la sortie d'Aristide ?

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 3 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'avancée des forces paramilitaires et la pression des Etats-Unis, de la France et du Canada ont donné l'estocade finale au gouvernement de Bertrand Aristide qui le 29 février s'est enfui en direction à la République Centre-Africaine. [1]

Par Eduardo Tamayo G.

Alai-Amlatina, 1° de mars le 2004.

[Leer en español](#)

[JPEG - 24.3 ko] **Armée française à Haïti**

Alors que le chaos avait envahi Port Prince, la capitale où se multipliaient les affrontements qui ont fait 10 morts et des pillages dans différents points de la ville, les ambassadeurs des Etats-Unis et de la France, James Foley et Thierry Bukard ont placé, respectivement, l'avocat Boniface Alexandre, président de la Cour de cassation, comme dirigeant temporaire du pays.

Les chefs rebelles Guy Philipe et Louis-Jodel Chamblain, qui ont entamé la révolte contre Aristide le 5 février avec l'occupation de la ville de Gonaïves, sont entrés à Port Prince le 1er mars accompagnés de dizaines d'hommes armés. L'ex policier Guy Philipe, qui a déjà pris part à une tentative de coup d'État contre Aristide en 2001 et qui est accusé de trafic de drogues et de nombreuses violations des droits de l'homme, quelques heures avant avait reconnu Alexandre comme le nouveau chef d'État et s'était montré d'accord avec l'intervention militaire des Etats-Unis.

Aristide, qui à plusieurs des occasions avait déclaré qu'il ne renoncerait pas, a été obligé de démissionner quand le Département d'État des Etats-Unis l'a pressé pour le faire, condition préalable qu'avaient exigé tant l'opposition civile, représentée par "le Groupe des 184" conduit par le chef d'entreprise Andre Apaid, que par l'opposition armée qui est arrivée à contrôler cinq des neuf départements qui forment le pays. Le secrétaire d'État des Etats-Unis, Collin Powell a ces derniers jours, donné une reconnaissance inhabituelle aux ex tonton macoutes (sinistre police répressive de la dictature de Duvalier), en les appelant "forces armées du nord".

Toutefois, les Etats-Unis ne pouvaient pas permettre que la situation reste entre les mains des chefs paramilitaires qu'en son temps ils ont soutenus et ont contribué à former et à entraîner. Cinq heures avant que le Conseil de la Sécurité Nationale décide l'envoi d'une force multinationale à Haïti, les Etats-Unis ont envoyé un contingent de 200 hommes de l'Infanterie de Marine d'un total de 1000 annoncé par Powell. À ceux-ci on a ajouté quelque 300 soldats et membres de la police anti - émeutes de la France et des soldats canadiens.

La mission des forces américaines sera, selon la BBC, de reconstituer l'ordre, distribuer l'aide humanitaire et rapatrier les haïtiens qui se sont jetés à la mer dans des bateaux précaires, en cherchant refuge dans d'autres pays. Au contraire, l'analyste Michel Chossudovsky indique que Washington prétend réinstaurer à Haïti une vraie colonie américaine avec tous les aspects d'un fonctionnement démocratique. L'objectif est d'imposer un régime marionnette à Port Prince et d'établir une base militaire permanente à Haïti.

L'administration américaine cherche la militarisation de tout le bassin des Caraïbes. L'île Espagnola est la porte d'entrée pour le bassin des Caraïbes parce qu'elle est stratégiquement située entre Cuba au nord-ouest et le Venezuela au sud. La militarisation de l'Île, avec l'établissement de bases militaires des Etats-Unis, non seulement a le but de faire pression politiquement sur Cuba et le Venezuela, mais il est aussi destiné à protéger le commerce multimillionnaire de la drogue qui passe par Haïti vers les Etats-Unis depuis les sources de production en Colombie, au Pérou et en Bolivie. On estime que Haïti est maintenant responsable de 14% des entrées de cocaïne aux Etats-Unis, représentant mille millions de dollars de recettes pour le crime organisé et les institutions financières

-Haïti- Quoi après la sortie d'Aristide ?

américaines qui blanchissent d'énormes quantités d'argent sale. (À ce sujet voir : " les US sponsor du coup d'etat. The destabilization of Haïti "<http://globalresearch.ca/articles/C...>)

Les Etats-Unis, d'autre part, accusent Aristide du chaos et de la déstabilisation de Haïti mais oublie facilement que la situation créée dans ce pays, est pour beaucoup le résultat de l'application des plans d'ajustement imposés par les organismes internationaux qui sont sous contrôle des Américains, ce sont le Fonds Monétaire International (le FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Aristide - qui a démocratiquement triomphé en 1990, a été renversé par un coup militaire sanglant, et réinstallé au pouvoir en 1994, grâce à une intervention militaire majoritairement américaine a oublié vite ses approches progressistes et a appliqué les prescriptions du Consensus de Washington (via le FMI) pour répondre, surtout, aux intérêts des créanciers internationaux.

Comme résultat de l'application des principes du "libre marché", on a déstabilisé surtout la production agricole locale du riz, sucre et maïs, vitaux pour Haïti, en transformant le pays en un grand importateur d'aliments. En 2003, le FMI a imposé l'application de prix flexibles dans les combustibles, ce qui a apporté par conséquent une forte spirale inflationniste qui a augmenté le mécontentement populaire envers le gouvernement d'Aristide qui était déjà entré dans une étape sans retour de corruption et autoritarisme.

Maintenant, la restauration de l'ordre sous les étasuniens ne présage pas de ce que le pays le plus pauvre d'Amérique puisse sortir d'une crise économique et politique si prolongée.

Service Informatif "Alai-amlatina"

Agence latino-américaine d'Information - ALAI

- ▶ **Courrier :** info@alainet.org
- ▶ **URL :** <http://alainet.org>

[1] A son arrivée, il a déclaré avoir été enlevé par les « Marins » étasuniens, et n'avoir jamais su sa destination